

Paris, le 15 octobre 2019

Détention de deux chercheurs français en Iran

Le Figaro a pris la responsabilité de rendre publique la détention en Iran de Roland Marchal que nous avons tenue confidentielle sur la recommandation du ministère français des Affaires étrangères, après que des réseaux sociaux iraniens eurent communiqué l'arrestation de la seule Fariba Adelhah, à la mi-juillet. Cette discrétion semblait préférable aux autorités françaises qui s'étaient immédiatement engagées, au plus haut niveau, pour obtenir la libération de nos collègues dès que nous avons signalé leur disparition, le 25 juin, mais souhaitaient éviter toute surenchère nationaliste à Téhéran. Elle nous le semblait aussi à vu des expériences des collègues étrangers s'étant trouvés dans la même situation, qui soulignaient combien la mobilisation médiatique « occidentale » avait été soit inutile, soit pire, contre-productive en risquant d'aggraver les conditions de détention des prisonniers scientifiques et les perspectives de libération.

L'arrestation concomitante de Fariba Adelhah et Roland Marchal semble en fait remonter au 5 juin. Tout l'été, les autorités françaises ont poursuivi leurs efforts. Elles n'ont obtenu d'exercer leur droit de visite consulaire que pour Roland Marchal, et non pour Fariba Adelhah dont le gouvernement iranien ne reconnaît pas la nationalité française, conformément à sa doctrine. Nos deux collègues bénéficient par ailleurs de l'assistance d'un avocat. A ce jour, ils restent soumis à des interrogatoires dans l'aile de la prison d'Evin que gèrent les Gardiens de la Révolution.

Nous ne ferons aucun commentaire sur les affirmations du *Figaro* quant aux éventuelles tractations entre Paris et Téhéran dont feraient l'objet Fariba Adelhah et Roland Marchal, car nous ne disposons d'aucune information vérifiée et vérifiable en la matière.

Nous rappelons que les arrestations d'universitaires étrangers se sont multipliées ces derniers temps en Iran, et que le cas de Fariba Adelhah et Roland Marchal est loin d'être

isolé. Nous savons par ailleurs que nombre d'universitaires iraniens sont emprisonnés pour des raisons politiques, sur la base d'inculpations fantaisistes.

En même temps que notre solidarité avec nos deux collègues, nous tenons à exprimer nos remerciements et notre reconnaissance aux diplomates et aux responsables politiques français pour leur action, discrète mais déterminée.

Rien ne justifie l'incarcération de Fariba Adelkhah et Roland Marchal. Ces derniers ont des activités strictement universitaires, n'ont aucun lien avec quelque service de renseignement que ce soit, ne mènent aucune activité politique en Iran. Toute allégation quant à leur implication dans des opérations d'espionnage ou de déstabilisation est grotesque, et ne devrait que provoquer le fou-rire pour qui connaît leur itinéraire professionnel et personnel, s'il ne s'agissait de leur liberté et de leur santé. La triste réalité est que les Gardiens de la Révolution les ont pris en gage pour on ne sait quel marchandage qui ne les concerne en rien, et selon un jeu de pouvoir tributaire du contexte régional qu'a créé l'administration Trump dans son bras de fer avec l'Iran.

Prenant acte du mépris de la liberté scientifique que manifestent les autorités iraniennes, et du danger que courent les universitaires qui se rendent en Iran, le Réseau européen d'analyse des sociétés politiques réitère sa demande aux institutions scientifiques et universitaires européennes de suspendre immédiatement toutes formes de coopération avec ce pays, autres que l'accueil en leur sein des étudiants iraniens, tout en exprimant sa confraternité avec les enseignants et chercheurs iraniens confrontés à l'arbitraire de l'appareil sécuritaire de la République islamique.

Le FASOPO

FASOPO

association de recherche, loi de 1901

97, rue Vieille-du-Temple - 75003 Paris